



HAL
open science

Les éleveurs laitiers européens face aux recompositions de leurs identités professionnelles

Maxime Marie, Philippe Madeline, Michaël Bermond

► **To cite this version:**

Maxime Marie, Philippe Madeline, Michaël Bermond. Les éleveurs laitiers européens face aux recompositions de leurs identités professionnelles. Daniel Ricard Les reconfigurations récentes des filières laitières en France et en Europe, 31, Presses Universitaires Blaise-Pascal, pp.123-144, 2013, CERAMAC, 978-2-84516-616-5. hal-00829587

HAL Id: hal-00829587

<https://hal.science/hal-00829587>

Submitted on 24 Jun 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Marie M., Bermond M., Madeline P. (2013) « Les éleveurs laitiers européens face aux reconfigurations de leurs identités professionnelles », in Ricard D. (dir.), Les reconfigurations récentes des filières laitières en France et en Europe, Presses Universitaires Blaise Pascal, coll. CERAMAC, n°31, Clermont-Ferrand, pp. 123-144.

Les éleveurs laitiers européens face aux reconfigurations de leurs identités professionnelles

Maxime Marie, Philippe Madeline, Michael Bermond

Laboratoire Eso-Caen, UMR ESO 6590 CNRS



Résumé

Durant l'été et l'automne 2009, la « grève du lait » suivie par une partie des producteurs laitiers français et européens a révélé de nombreuses oppositions internes à la profession agricole. Ces dernières ont ainsi mis en évidence les tensions entre les tenants d'une agriculture libéralisée et ceux défendant un modèle fortement régulé par l'interventionnisme public. A partir des résultats d'une enquête par questionnaire conduite dans trois grandes régions laitières d'Europe de l'Ouest (la Basse-Normandie, la Galice et le sud de l'Angleterre), cette contribution montre d'abord l'importance des clivages sociaux internes qui structurent le groupe des agriculteurs et plus particulièrement celui des producteurs laitiers. En effet, ce groupe, parfois considéré comme homogène, s'avère en fait très divers, et les conceptions de l'activité agricole qu'ont les individus qui le composent sont elles aussi très variées. Cette diversité est en grande partie due à l'hétérogénéité des types d'exploitations, aux positions sociales qu'elles procurent, aux trajectoires de vie propre à chaque individu et aux univers sociaux dans lesquels ils évoluent. Enfin, et malgré cet éclatement, quelques groupes relativement homogènes s'esquissent lorsque l'on étudie avec attention les manières qu'ont les exploitants de concevoir l'agriculture et leurs positionnements quant à l'avenir de leur activité.

Abstract

During the summer and autumn 2009, the "milk strike" followed by some French and European dairy farmers revealed many internal oppositions in the farming profession. These have thus highlighted tensions between proponents of liberalized agriculture and those defending a model strongly regulated by public interventionism. Based on the results of a questionnaire survey conducted in three major dairy regions of Western Europe (Basse-Normandie, Galicia and the south of England), this paper shows the importance of social divisions in the group of farmers, especially the dairy farmers. Indeed, this group sometimes considered as homogeneous, is actually diversified, and farmers' conceptions of agricultural activity are also very differentiated. This diversity is largely due to the heterogeneity of farm types, social positions and life trajectories of each farmer and the social worlds in which they operate. Finally, despite of this fragmentation, some relatively homogeneous groups take shape when studying carefully the ways in which farmers define agriculture and their positions about the future of their activities.

Introduction

Durant l'été 2009, la « grève du lait » suivie par une partie des producteurs laitiers français n'a pas seulement révélé le désarroi de toute une profession, elle a aussi dévoilé de nombreuses oppositions internes tant en France qu'en Europe. De façon schématique, ces oppositions ont mis en évidence des tensions entre d'une part les tenants d'un système agricole libéralisé et, d'autre part, les défenseurs d'un système qui s'appuie sur l'intervention publique.

À partir d'une enquête réalisée auprès d'éleveurs laitiers bas-normands, anglais et Galiciens peu avant la récente crise du lait, les résultats illustrent l'importance des clivages sociaux internes à ce groupe. Ce dernier, parfois considéré comme homogène présente au contraire une grande diversité de situations : les conceptions de l'activité agricole qu'ont les individus qui le composent sont loin de refléter une position uniforme. Cette distinction n'est pas seulement le produit de l'hétérogénéité des types d'exploitations, elle révèle des positions sociales divergentes, des trajectoires de vie propre à chaque individu et l'hétérogénéité des univers sociaux dans lesquels il évolue. Malgré cet éclatement, l'analyse des conceptions et des représentations du métier exprimées par les exploitants permet d'esquisser des groupes relativement homogènes (Dégrange, 2001 ; Silvasti, 2003 ; Rémy, 2006). Dans le cadre des discussions sur la future PAC, ils reflètent bien des conceptions divergentes sur le devenir de la production laitière européenne et des relations agriculture/société.

1. Le choix d'une méthode : l'enquête de terrain par questionnaire

Afin de mieux pénétrer la complexité du groupe des éleveurs laitiers européens, notre choix méthodologique s'est arrêté sur l'enquête par questionnaire. Plusieurs raisons ont motivé ce choix. La première est liée à la disponibilité des données : à l'exception de la Normandie, nous ne disposons pas des recensements agricoles individuels (l'échelle la plus fine possible, celle de la collecte des données). La réalisation d'une enquête de terrain constituait donc la seule option pour mener l'étude des exploitations agricoles dans chacun des cinq espaces laboratoires (**figure 1**). La seconde raison réside dans notre souhait d'interroger les agriculteurs sur des aspects ignorés des enquêtes réalisées par les organismes institutionnels. Ainsi, au-delà des questions relatives à la conduite du système de production et à son évolution, notre questionnaire accorde une grande place à la vision qu'ont les exploitants de l'avenir de l'agriculture, de la politique agricole européenne, de l'environnement ou du paysage.

Le questionnaire, qui s'articule en cinq parties, comporte des questions librement inspirées d'une enquête menée par le CEMAGREF en 2005 sur la prise en compte de l'environnement par les agriculteurs (Candau, 2005). Dans sa première partie, les questions abordent la vision qu'a l'agriculteur de son activité, de l'avenir de son exploitation, et de ses relations avec les non-agriculteurs. La deuxième éclaire les caractéristiques du ménage agricole (statut d'exploitant, date d'installation, âge, sexe, situation familiale, expérience professionnelle antérieure à l'installation, niveau d'étude, implications syndicales, politiques ou associatives). Enfin, les deux dernières parties nous renseignent sur les structures d'exploitation (surface, nombre de parcelles, mode de faire-valoir, cheptel), la trajectoire d'évolution de l'exploitation (agrandissement depuis l'installation, tendance d'évolution durant les dix dernières années), les productions (types de produits, présence d'activités de diversification), et enfin sur les pratiques agricoles (types de rotations culturales, critères de choix des parcelles en cultures).

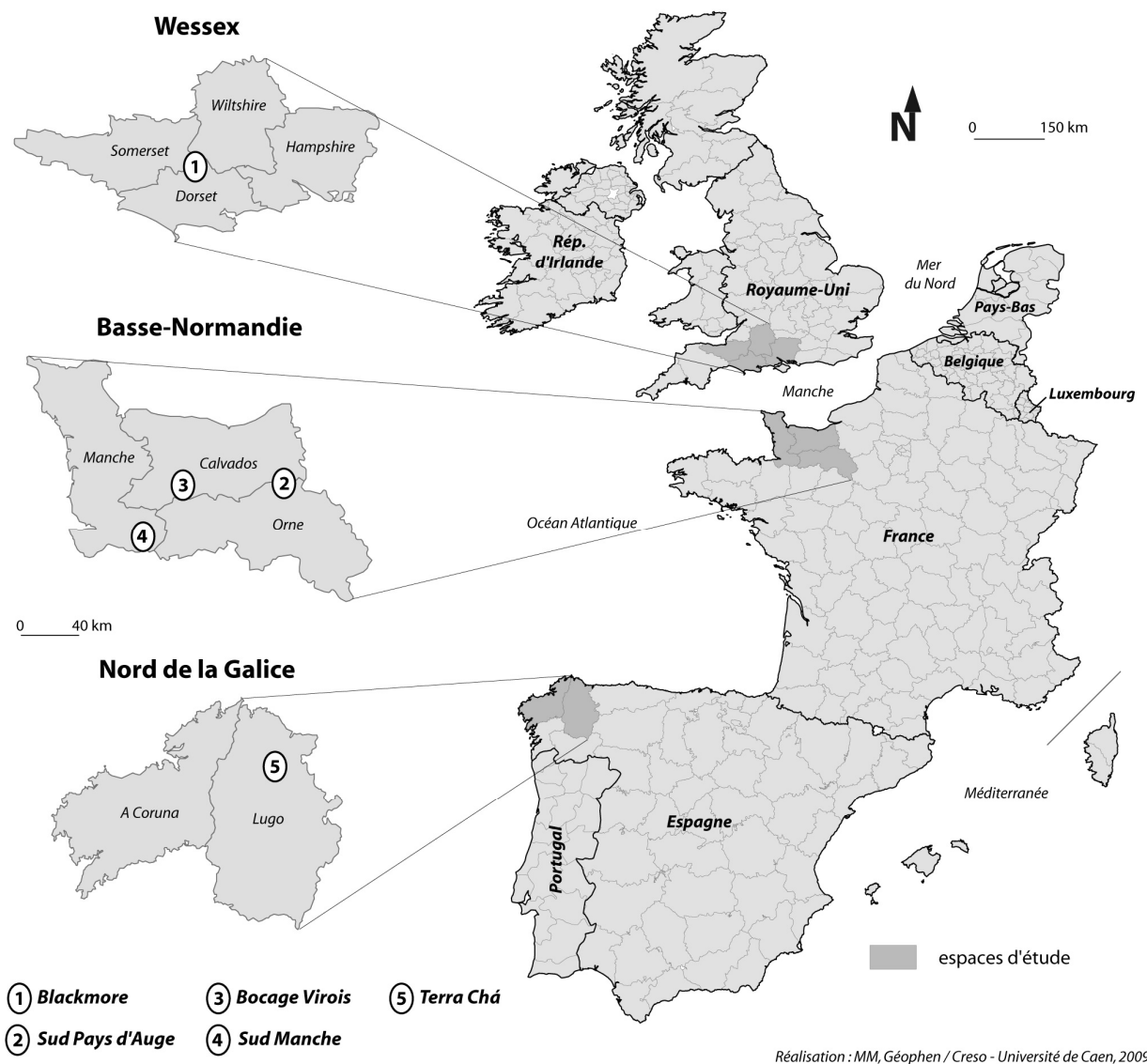
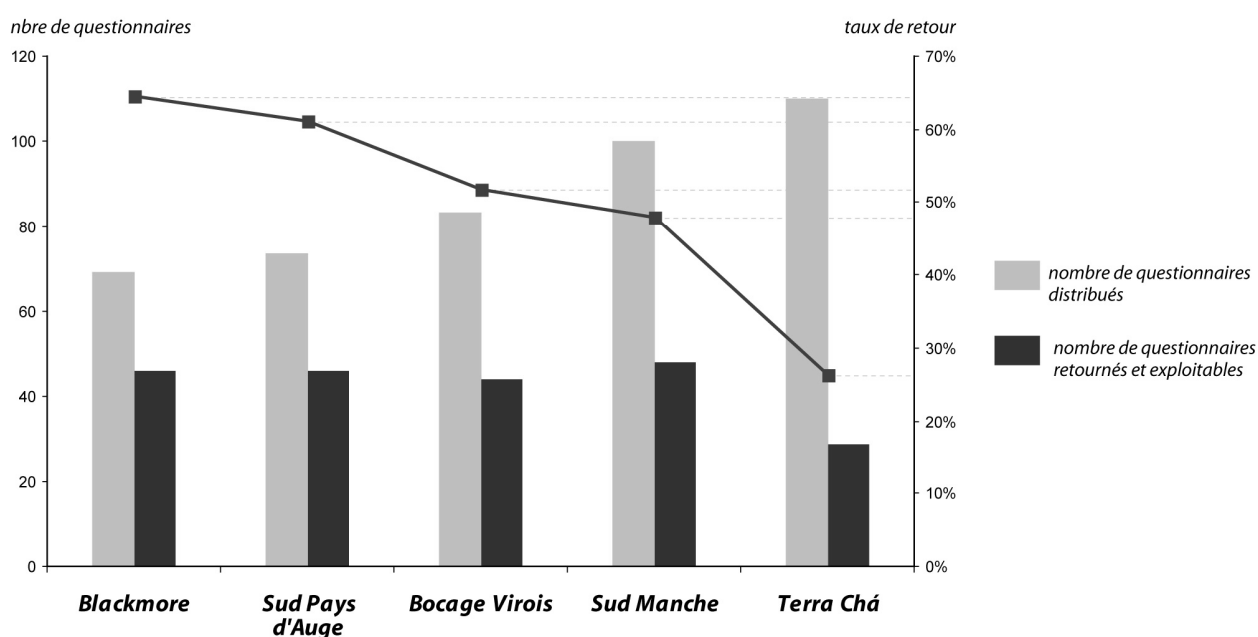


Figure 1 : Cinq bassins laitiers de l'Europe Atlantique

Un test réalisé auprès de quelques agriculteurs a permis d'identifier les questions dont la formulation soulevait l'incompréhension. Ce travail préliminaire a sans aucun doute participé à la réussite de l'enquête. Adaptées à la population dans chaque espace laboratoire, nos interrogations n'ont que très rarement fait l'objet d'un refus. Enfin, nous avons eu la satisfaction de constater que la démarche méthodologique fut bien accueillie. Citons quelques épisodes clés : nous nous sommes rendus sur le siège de l'exploitation sans rendez-vous préalablement fixé. Après une courte discussion informelle présentant la démarche et les objectifs de l'enquête, nous avons laissé le questionnaire papier accompagné d'une enveloppe timbrée aux agriculteurs intéressés par l'expérience et disposés à le remplir. Anonymés, les questionnaires ont été auto-administrés par les individus enquêtés qui les ont ensuite renvoyés par voie postale. Au regard de la population enquêtée et malgré des contextes locaux parfois difficiles – notamment en Angleterre où l'enquête a été administrée durant une épizootie de fièvre aphteuse –, la démarche, relativement coûteuse, a pleinement montré son efficacité.

2. La démarche méthodologique confrontée au terrain

L'enquête de terrain a été réalisée durant les mois de janvier et février 2007 dans les trois zones bas-normandes, en septembre 2007 dans le Blackmore et en octobre 2007 dans la Terra Chá. Environ 690 exploitations ont ainsi été visitées, un peu plus de 80 % des agriculteurs (ou une personne du ménage) étaient présents lors de ces visites¹ (soit 607 agriculteurs rencontrés). Le nombre de questionnaires a été distribué en fonction de la densité d'exploitations de chaque zone d'étude (**figure 2**).



Maxime MARIE - GEOPHEN / CRESO, Université de Caen Basse-Normandie, 2009

Figure 2 : Nombre de questionnaires distribués et taux de retour

Sur les 440 questionnaires distribués, 213 nous ont été renvoyés, soit 48 % du total. Pour une enquête de ce type, on peut considérer qu'il s'agit d'un très bon taux de retour : il a même atteint 65 % dans le Blackmore. Environ 50 questionnaires ont été récupérés pour chacun des terrains, à l'exception de la Terra Chá où seulement 29 des 110 questionnaires distribués nous ont été retournés (26 %). Indépendamment des taux de retour des questionnaires dans chaque zone d'étude, une part très significative des exploitations a été visitée : elle varie entre 72 % dans le Blackmore et environ 35 % dans le Sud Manche et la Terra Chá. Tous terrains confondus, presque un agriculteur sur deux s'est donc vu proposer le questionnaire (48 %).

La part de « refus secs » est variable selon les terrains : très faible en Angleterre (18,6 % des 86 agriculteurs rencontrés), elle oscille entre 20 et 30 % en Normandie (88 refus sur 348) et atteint 36,4 % en Galice (63 refus sur 173). L'explication la plus plausible de ces refus est incontestablement liée à notre niveau d'exigence : d'abord l'investissement en temps nécessaire à la réalisation de l'enquête (de 30 minutes à 1 heure) et ensuite l'engagement à la compléter et à nous la retourner rapidement. Clairement exprimés à nos interlocuteurs dès le début de l'entrevue, ces engagements

¹ En cas d'absence, une seconde visite a toujours été réalisée en fin de journée (à l'heure de la traite du soir).

n'ont sans doute pas vaincu, pour certains exploitants, une certaine lassitude eu égard aux tâches administratives chronophages.

Une autre piste d'explication réside dans le niveau formation des exploitants. Comme l'ont montré d'autres enquêtes en sciences sociales, les individus les moins diplômés sont ceux qui ont le moins participé à l'enquête (Juan, 1999 ; Candau, 2005). Le refus du questionnaire et l'absence de retour identifient nettement les exploitants les moins bien formés contrairement aux agriculteurs possédant les plus hauts niveaux de formation qui ont affiché une grande disponibilité et un retour presque sans faille. Le cas galicien est sans doute le plus probant. Le faible taux de retour des questionnaires distribués s'inscrit dans un contexte spécifique : parmi les agriculteurs répondants, 66 % ne possèdent aucune formation agricole.

Si l'effectif de questionnaires exploitables (213) peut, au total, paraître assez faible au regard du nombre total d'exploitations dans l'ensemble des zones d'études (environ 1 650 fermes), la représentativité du corpus varie en fait beaucoup d'un terrain à l'autre. La représentativité du corpus d'exploitations ayant répondu à l'enquête oscille entre 36 % des exploitations présentes dans le Blackmore, 22 % dans le Pays d'Auge, 14 % dans le Bocage Virois, 10 % dans le Sud Manche et 6 % en Galice. Même si la méthode de distribution retenue n'assure pas automatiquement la représentativité du corpus, on fait l'hypothèse que le nombre de questionnaires est suffisant pour rendre compte de la diversité des exploitations dans chacune des zones.

La diversité des structures d'exploitation (dimension spatiale et économique, main d'œuvre, cheptel, mode de faire-valoir) s'exprime à deux niveaux : entre les différentes zones d'étude et à l'intérieur de celles-ci. Il n'est en rien étonnant que les caractéristiques moyennes des exploitations présentent, pour chacun des cinq espaces laboratoires, des différences marquées mais au sein même de ces espaces règne, le plus souvent, une très grande diversité.

Selon les zones considérées, la diversité des exploitations de notre corpus s'exprime en premier lieu par la taille physique (figure 3). Les plus petites caractérisent le terrain Galicien (28 ha en moyenne). En situation intermédiaire figurent les structures bas-normandes : Sud Manche (66 ha), Bocage Virois (95 ha) et Sud Pays d'Auge (109 ha) loin derrière celles du Blackmore (152 ha). Une hiérarchie établie qui ne varie pas pour d'autres indicateurs tels que le nombre moyen de travailleurs, le volume moyen de la production laitière annuelle et le nombre moyen de bovins par exploitation.

	<i>Terra Chá</i>	<i>Sud Manche</i>	<i>Bocage Virois</i>	<i>Sud Pays d'Auge</i>	<i>Blackmore</i>	Total
nombre d'exploitations	29	48	44	46	46	213
SAU moyenne (ha)	28,4	66,2	95,0	108,6	151,9	94,7
quota laitier moyen (litres)	268 072	298 677	358 782	363 372	1 105 199	464 677
nombre moyen d'UTH *	1,05	1,11	1,25	1,58	2,63	1,57
production par ha de SFP	8 676	4 581	3 827	2 877	8 946	5 612
nombre moyen de bovins adultes	33,9	53,7	57,8	59,1	167,6	77,6
chargement bovin / SFP	1,23	1,03	0,97	0,66	1,47	1,06
Indice d'agrandissement **	6,5	6,6	7,2	4,4	3,4	5,5
part de la SAU en propriété	66 %	40 %	26 %	27 %	53 %	39 %

* UTH : Unité de Travail Humain

** Indice d'agrandissement = $[(\text{surface totale gagnée} / \text{temps d'exercice}) / \text{SAU à l'installation}] * 100$

Maxime MARIE - GEOPHEN / CRESO, Université de Caen Basse-Normandie, 2009

Figure 3 : Principales caractéristiques de structures d'exploitation

La sous-représentation des petites fermes de notre corpus trouve visiblement son origine dans le lien entre le niveau de formation et la dimension des exploitations. On constate en effet que les individus qui possèdent les plus faibles niveaux de formation dirigent souvent les structures les plus petites² et que ceux qui sont les mieux formés exploitent souvent les plus grandes. Dans le corpus, près d'un agriculteur sur deux (43 %) à la tête d'une petite structure ne possède pas de formation agricole autre que pratique. Au contraire, 53 % des agriculteurs qui sont à la tête d'une grande structure ont fait des études agricoles longues (souvent Bac + 2). Enfin, on peut également supposer que les agriculteurs les plus âgés sont aussi sous-représentés dans l'échantillon, car on constate qu'ils ont très souvent un niveau de formation moins élevé que les exploitants les plus jeunes. À l'inverse, les deux tiers des agriculteurs de moins de 40 ans ont suivi une formation initiale longue (Bac +2), alors que 70 % de ceux qui ont plus de 58 ans ne possèdent aucun diplôme.

3. Quelles conceptions de l'agriculture et de son avenir pour les éleveurs laitiers ?

L'un des objectifs de cette enquête a été de saisir les conceptions qu'ont les agriculteurs de leur métier et de son avenir. Dans le contexte européen de la production laitière, la dimension comparative de notre démarche se prêtait particulièrement bien à ce type de démarche. Au regard de la situation bas-normande, l'enquête par questionnaire menée dans deux régions caractérisées par des systèmes de production et des structures socio-démographiques très dissemblables s'avérait propice à l'élaboration d'une grille de lecture des situations laitières de l'Ouest européen.

3.1. L'avenir de l'agriculture européenne en questions

L'une des questions les plus importantes du questionnaire et la première que nous avons posée aux exploitants concernait leur conception de leur activité et l'avenir de l'agriculture. Cette approche a été inspirée par l'argumentaire de Philippe Lacombe et de son équipe qui posait, dans « *L'agriculture à la recherche de ses futurs* » paru en 2002, la question de l'évolution du modèle agricole européen pour les quinze prochaines années (Lacombe, 2002). Dans cet esprit, nous avons fait réagir chaque exploitant à quatre scénarii mettant en jeu les évolutions du métier, les difficultés rencontrées et la définition du métier d'agriculteur. L'intérêt d'une telle démarche est évident : les réponses des agriculteurs livrent de précieuses informations sur leurs conceptions et leurs convictions quant à l'avenir de l'activité agricole. À ce titre, les réactions face aux scénarii présentés ci-après nous font pénétrer dans un univers que seules les approches des sciences sociales sont aujourd'hui capables de révéler.

▪ Le premier scénario s'inspire de la situation actuelle. Il repose sur la continuité du système de soutien public à l'activité agricole, c'est-à-dire la PAC. L'évolution envisagée ici consiste dans le contingentement de la production et la conditionnalité des aides au respect de normes environnementales. C'est dans ce scénario que les changements sont les moins brutaux car, à quelques exceptions près, les règles qui ont prévalu depuis le début des années 1980 sont maintenues (scénario dit « PAC »).

Formulation du scénario 1 dans le questionnaire : *La PAC sera adaptée aux nouvelles exigences de la société. Les principes de fonctionnement actuels seront conservés. Les quotas et la conditionnalité environnementale encadreront la production.*

² Les bornes des classes qui ont permis de définir les petites, moyennes et grandes structures sont flottantes suivant les zones étudiées. La méthode de discrétisation utilisée dans chacune des zones est celle des effectifs égaux, qui partagent la population agricole en trois groupes d'égale importance (figure 3).

▪ Contrairement à la proposition précédente, le deuxième scénario propose la rupture avec le modèle agricole en place. Dans le cadre du démantèlement de la PAC répondant à la libéralisation des marchés agricoles, les agriculteurs sont soumis à une forte concurrence sur les marchés européens, voire mondiaux. La baisse des coûts de production est donc ici centrale pour la survie des structures dans un modèle où les pressions de la grande distribution et des industries agro-alimentaires sur les prix sont de plus en plus fortes (scénario dit de « Marché »).

Formulation du scénario 2 dans le questionnaire : *L'agriculture sera de plus en plus liée au secteur agroalimentaire. Le développement agricole dépendra alors des gains de productivité et de la baisse des coûts de production afin d'être compétitif sur les marchés mondiaux.*

▪ Le troisième scénario proposé repose sur la notion de qualité des produits et de relocalisation des productions agricoles. Les normes de production se rapprochent alors des standards de l'agriculture biologique (scénario dit « Bio »).

Formulation du scénario 3 dans le questionnaire : *La qualité sanitaire des produits et le territoire dont ils sont issus seront au cœur du développement agricole. Les systèmes de production ainsi mis en place seront proches de ceux de l'agriculture biologique actuelle.*

▪ Enfin, le dernier scénario tend vers une PAC dans laquelle le pilier « développement rural » se renforce. Dans cette perspective, l'incitation à la diversification des activités s'amplifie en mettant les agriculteurs en prise directe avec enjeux de gestion de l'espace, de l'environnement et du paysage rural. Ce scénario correspond en fait à la reconnaissance de la multifonctionnalité des activités agricoles dans les espaces ruraux et au versement d'aides contractuelles pour l'entretien des paysages et de l'environnement (scénario dit de la « multifonctionnalité »).

Formulation du scénario 4 dans le questionnaire : *Les agriculteurs devront trouver d'autres sources de revenu que celles offertes par la production de denrées alimentaires. Ils pourront par exemple devenir prestataires de services à la collectivité (entretien des haies, des prairies humides, préservation de la biodiversité) et développer leurs activités d'accueil à la ferme.*

Ces possibilités d'évolution de l'agriculture européenne font appel à des valeurs et à des conceptions très différentes de l'activité. Elles suscitent donc des positionnements politiques et idéologiques très divers (Pernet, 1990 ; Gorton *et al.*, 2008). L'adhésion à certaines d'entre elles (scénarii 3 et 4) implique par exemple une remise en cause des valeurs et des références qui ont forgé le modèle de développement agricole du secteur laitier européen depuis plus de trois décennies. Au contraire, les deux premières n'entrent pas en contradiction avec la tendance actuelle d'évolution du secteur laitier, – entre continuité de la PAC et libéralisation des marchés –, et portent bien les valeurs « historiques » de la « modernisation », du progrès techniques et de l'intensification.

3.2. Des questions pour explorer Les conceptions du métier d'agriculteur

L'analyse des réponses fournies par les agriculteurs à quatre séries de questions – réactions face aux scénarii proposés, regards sur les relations agriculteurs/populations non-agricoles, positions sur les difficultés structurelles et conjoncturelles et expression sur le métier –, permet de dresser une typologie du positionnement des agriculteurs. Les deux premières variables retenues sont le scénario pour lequel les agriculteurs se sont montrés les plus favorables et celui pour lequel ils se sont montrés les plus hostiles. Par ailleurs, les questions retenues pour étudier leur positionnement sont assez nombreuses et concernent trois registres. Le premier d'entre eux relève des relations avec le reste de la société :

- votre activité est-elle perçue positivement par les non agriculteurs ? (question A, modalité de réponse « non ») ;

- éprouvez-vous des difficultés avec l'image négative du monde agricole ? (question D, modalité de réponse « oui ») ;
- éprouvez-vous des difficultés dans vos relations avec les non-agriculteurs ? (question F, modalité de réponse « oui »).

Le deuxième registre de questions concerne les difficultés rencontrées par les individus dans la gestion de leur exploitation :

- votre activité est-elle motivante ? (question B, modalité de réponse « non ») ;
- êtes-vous inquiet pour l'avenir de votre activité ? (question C, modalité de réponse « oui ») ;
- les règles de protection de l'environnement vous paraissent-elles difficiles à mettre en place ? (question E, modalité de réponse « oui ») ;
- éprouvez-vous des difficultés à agrandir votre exploitation ? (question H, modalité de réponse « oui »).

Le dernier groupe de questions répond à la définition du métier d'agriculteur et de ses missions :

- votre métier consiste-t-il à être à la pointe de la technique ? (question L, modalité de réponse « oui ») ;
- votre métier consiste-t-il à entretenir l'espace rural ? (question P, modalité de réponse « non ») ;
- votre métier consiste-t-il à protéger les ressources naturelles et l'environnement ? (question Q, modalité de réponse « non ») ;
- votre métier consiste-t-il à entreprendre en s'adaptant au marché ? (question R, modalité de réponse « oui »).

Enfin, quelques variables descriptives quantitatives, recodées en classes³, ont été ajoutées pour compléter l'analyse : la taille de l'exploitation, la dynamique d'agrandissement depuis l'installation, le niveau d'intensification (calculé à partir du rendement laitier à l'hectare de SFP) et l'âge de l'agriculteur.

Les réponses des agriculteurs ont été codées et simplifiées⁴ afin de réaliser une Analyse des Correspondances Multiples (ACM) sur un tableau disjonctif. L'ACM est en effet particulièrement bien adaptée au traitement des données qualitatives issues des enquêtes par questionnaires car elle permet de transformer un ensemble de variables qualitatives (les réponses des agriculteurs) en variables quantitatives (coordonnées des individus dans le plan factoriel) (Dervin, 1990 ; Bermond, 2004 ; Rivière, 2008). Ce type de traitement permet de projeter les individus statistiques dans un plan afin de pouvoir les classer à l'aide d'une partition suivant la méthode des nuées dynamiques. Le résultat consiste en une typologie en quatre classes correspondant à quatre types de positionnement des agriculteurs par rapport aux dix-neuf variables retenues (figure 4).

3.3. Des positionnements bien tranchés

Le premier type (type 1) regroupe les agriculteurs favorables à la libéralisation des marchés agricoles. Celui-ci s'oppose sans nuance au scénario « bio » (72 individus, soit environ 34 % de l'échantillon). Les individus de ce type déclarent éprouver des difficultés dans leurs relations avec les non-agriculteurs et expriment leur mal être devant l'image négative du monde agricole dans la société. Leur vision du métier est fortement structurée par l'acquisition de la maîtrise technique, la compétition entre agriculteurs pour l'agrandissement et la baisse des coûts de production. Pour ces éleveurs qui se définissent également comme des entrepreneurs, la mise en avant des aspects « stratégiques » de leur activité comme « vendre au meilleur moment » ou « spéculer » est prégnante. Ces agriculteurs sont souvent à la tête de grandes exploitations intensives qui ont

³ Toujours suivant la méthode des effectifs égaux et sur des données centrées réduites par zone d'étude (cf. une grande exploitation de Galice est, en fait, une petite exploitation dans le Sud de l'Angleterre).

⁴ La simplification réalisée a consisté à transformer les quatre modalités de réponse (tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord, pas du tout d'accord) en deux modalités de réponse (d'accord / pas d'accord).

connu une forte dynamique d'agrandissement depuis leur installation (112 ha en moyenne au moment de l'enquête) (Lagarde, 2004).

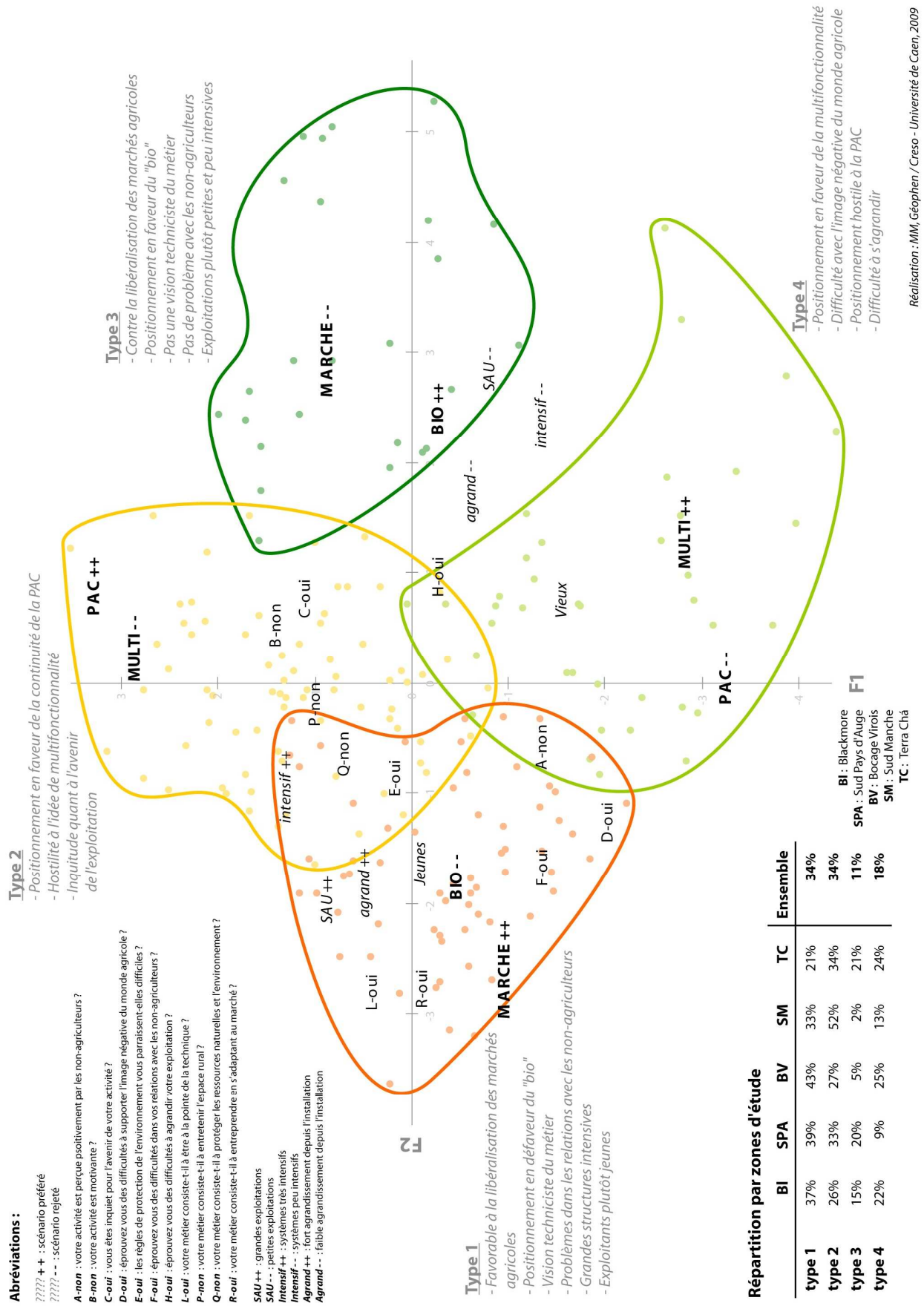


Figure 4 : Typologie des positionnements empruntés par les agriculteurs par rapport au métier d'agriculteur et à son avenir

Les agriculteurs dont le positionnement relève du type 2 sont les plus nombreux (73 individus, soit un peu plus de 34 % de l'échantillon). Confiants dans la continuité de la Politique Agricole Commune et de ses principes de fonctionnement actuels, ils rejettent l'idée qu'ils pourraient être subventionnés pour autre chose que la production de denrées alimentaires. À ce titre, ils déclarent leur hostilité au scénario de la multifonctionnalité et voue un attachement viscéral au premier pilier de la PAC, celui qui soutient la production. Ces agriculteurs estiment ainsi que l'entretien des espaces ruraux et la protection de l'environnement ne font pas partie des missions de l'agriculture. À la tête d'exploitations de taille moyenne mais généralement intensives (90 ha en moyenne), ils sont assez inquiets pour l'avenir de leur structure et estiment que leur activité n'est pas motivante.

Le troisième groupe (type 3) rassemble les exploitants favorables au scénario « bio » et surtout hostiles à la libéralisation des marchés agricoles (11 % des individus de l'échantillon). Ils assurent ne pas avoir de difficultés particulières dans leurs relations avec les populations non-agricoles et ne semblent pas particulièrement inquiets pour l'avenir de leur exploitation. La performance technique et la compétitivité économique ne structurent pas leur représentation du métier d'agriculteur et ils estiment que leur rôle est d'entretenir l'environnement et l'espace rural. Ces agriculteurs sont souvent à la tête des structures les plus petites et les moins intensives de chacune des zones étudiées.

Dans le quatrième et dernier groupe (type 4), figurent les exploitants conquis par le scénario de la « multifonctionnalité » et qui semblent hostiles à l'idée de la continuité de la PAC (18 % de l'échantillon). Comme ceux du groupe précédent, ces agriculteurs apparaissent comme assez atypiques. Pour eux, les missions de l'agriculture sont de protéger l'environnement et d'entretenir l'espace rural. L'idéal de maîtrise technique et de compétition ne sont néanmoins pas absents de leur représentation de ce qu'est le métier d'agriculteur. Les caractéristiques des exploitations qu'ils dirigent sont souvent peu intensives et de taille moyenne (81 ha).

Cette typologie des positionnements des agriculteurs ne laisse pas apparaître de réel clivage régional : les quatre types sont en effet présents dans toutes les zones d'étude (figure 4). Cependant, on constate souvent la surreprésentation d'un ou deux types dans certaines régions. C'est le cas du Pays d'Auge où les éleveurs du type 3 sont très présents (20 %, soit 9 points de plus que la moyenne générale). Au contraire, dans le Bocage Virois, ce sont les agriculteurs favorables à la libéralisation des marchés agricoles qui sont surreprésentés (43 %, soit 9 points de plus que la moyenne générale). Dans le Sud Manche, les agriculteurs semblent plus attachés à la PAC (52 %, soit 18 points de plus que la moyenne générale), alors que les agriculteurs anglais se distinguent surtout par leur rejet de la politique commune. Enfin, en Galice, l'hostilité majoritairement exprimée à la libéralisation des prix répond à la restructuration rapide du secteur laitier. La concurrence avec les autres producteurs européens poussent les exploitants à préférer les scénarii impliquant soit une relocalisation et une amélioration des standards de qualité, soit une reconnaissance du rôle de l'agriculture dans l'entretien des espaces ruraux.

4. Décomposition et recomposition du métier d'éleveur laitier en Europe

Au-delà des aspects régionaux, la typologie proposée renvoie à des clivages politiques et idéologiques qui structurent le monde agricole. Quatre visions du modèle agricole et du métier

d'agriculteur s'y opposent, et les couples « scénario souhaité / scénario refusé » relèvent clairement des positionnements politiques des individus (Coulomb *et al.*, 1990 ; Rémy, 2006).

4.1. Une profession profondément divisée

Les agriculteurs favorables à la libéralisation des marchés agricoles se déclarent presque systématiquement opposés au scénario « bio » (**type 1**). Ce positionnement n'a rien de surprenant : pour des éleveurs qui fondent leur vision de leur métier sur les valeurs de progrès technique et de compétitivité économique, les méthodes de production développées par l'agriculture biologique constituent « *un retour en arrière* ». Dans leur esprit, un tel scénario va à l'encontre de la logique de progrès technique, notion profondément ancrée dans l'idéologie du productivisme agricole (Dupont, 1996 ; Prével, 2005). D'ailleurs les agriculteurs appartenant au type 1 sont ceux qui connaissent la dynamique d'agrandissement la plus intense. Aujourd'hui à la tête des plus grandes structures, ils considèrent la course à l'agrandissement comme une compétition salutaire pour le devenir du secteur. Pour ces derniers, ceux qui n'ont pas la possibilité de concourir doivent logiquement disparaître : « *ça fait le tri* » selon l'expression d'un agriculteur du Sud Manche. Pour un bon nombre d'entre eux, la disparition progressive des exploitations semble inéluctable. C'est une sorte d'évolution « naturelle » dans laquelle les « gros » mangent les « petits » : « [...] *ça se remembre tout seul par ici, il y en a encore quelques uns qu'arrivent à la retraite avec des petites fermes et qu'ont pas de repreneurs. Elles vont être reprises par celles alentour, qui sont plus grandes [...]* ».

Cette attitude est plutôt rare chez les éleveurs galiciens. Toutefois, certains exploitants de grandes structures (plus de 50 ha et de 500 000 litres de quota) revendiquent cet esprit de compétition locale pour l'agrandissement. Et ils se déclarent même prêt à affronter la concurrence des producteurs du nord de l'Europe. Pour les agriculteurs anglais, la notion de compétition locale entre éleveurs a moins de sens que celle qui les oppose indirectement aux producteurs des autres pays du *Commonwealth*, comme la Nouvelle-Zélande. En effet, la baisse du prix du lait provoquée par cette concurrence et par la pression de la grande distribution⁵, est assez mal vécue par les éleveurs anglais, qui voient dans la fin de la PAC un moyen d'ouvrir les marchés des pays d'Europe continentale à leurs exportations. Ils estiment ainsi être les seuls à posséder des structures d'exploitation pouvant fonctionner sans aides publiques, contrairement aux agriculteurs Français ou Espagnols, dont une grande partie disparaîtrait selon eux avec la PAC.

Le positionnement de certains agriculteurs en faveur de la continuité de la PAC et en défaveur du scénario de la multifonctionnalité est une bonne illustration de la dimension politique de ce choix (**type 2**). La multifonctionnalité de l'agriculture représente pour eux une rupture de modèle agricole (Pernet, 1990 ; Lacombe, 2002). Pour ces éleveurs, ce scénario remet en cause la modernisation agricole et la mission élémentaire de l'agriculture, celle de « nourrir les hommes » selon le slogan historique de la FNSEA que l'on retrouve dans un grand nombre de tracts de ce syndicat. Les agriculteurs favorables au maintien de la PAC sont ceux qui affichent leur attachement au système de soutien public à l'activité agricole. Conscients que la suppression des aides publiques mettrait leur structure en péril, ils déclarent leur hostilité à une libéralisation excessive des marchés agricoles. Ce discours est d'ailleurs repris par certaines organisations professionnelles, comme le CNJA qui accusent l'industrie agro-alimentaire et la grande distribution d'être les responsables de la crise des rapports entre consommateurs et producteurs (Ripoll, 2008). Les entretiens avec ces éleveurs sont révélateurs d'une certaine nostalgie vis-à-vis de

5. Après avoir rompu le contrat de 85 millions de litres du groupe coopératif danois Arla, le premier groupe de distribution du Royaume-Uni Tesco a passé contrat avec deux opérateurs britanniques : Robert Wiseman Dairies (35 millions de litres) et Dairy Crest pour 50 millions de litres. Dans un contexte où le lait payé aux producteurs est déjà très bas, les deux groupes se sont engagés à réduire leurs coûts pour tenir leurs engagements financiers auprès des investisseurs. (*Direct affaires, L'info éco de l'agriculture*, groupe Réussir, 22 novembre 2010).

la période de modernisation des années 1960-1980 qu'ils considèrent comme une période de référence et même pour certains, un « âge d'or » :

« Quand on était jeune, on avait la fougue, on tapait dedans... À l'époque où je me suis installé, tu sais, fallait y aller, y avait des places à prendre... Donc, à cette époque là, l'état d'esprit c'était de dire : " bah, allons y à fond " ... Et puis, quand j'ai commencé, j'ai cherché un peu des modèles... Y a toujours quelqu'un sur qui on peut prendre modèle... Des gars, un peu plus vieux, qui se sont retroussé les manches quand ils ont commencé et pis qu'ont réussi à se faire une exploitation techniquement performante... ».

Dans l'exemple du **type 3**, les exploitants favorables au « bio » sont aussi farouchement opposés à la libéralisation des marchés agricoles. Leur positionnement relève autant de la volonté de préserver l'environnement que de celle de repenser des circuits de transformation et de commercialisation plus justes pour les producteurs comme pour les consommateurs. Ces éleveurs livrent une lecture critique des transformations du secteur laitier : « y en a qui ont fait n'importe quoi », « l'intensif pour l'intensif, ça rime à rien ». Ils remettent ainsi en cause l'évolution radicale des techniques de production et le recul de certaines pratiques dites « traditionnelles » comme l'abandon de l'élevage de broutards ou de bœufs gras au profit de l'engraissement de taurillons. Dans leur discours, ces agriculteurs abordent de façon systématique leurs responsabilités vis-à-vis des consommateurs et du reste de la société (Van Dam, 2004). Pour eux, créer un lien avec les consommateurs est essentiel. Dans cette perspective, ils n'hésitent pas à ouvrir leurs exploitations pour faire découvrir leurs pratiques à un public de plus en plus éloigné des réalités agricoles dans le cadre de journées de sensibilisation telles que « Bienvenue à la ferme » ou « fermes ouvertes ». À la tête de structures ouvertes sur l'extérieur, ces exploitants sont aussi ceux qui s'engagent dans des démarches militantes de protection de l'environnement, de maintien de l'agriculture paysanne ou de développement de l'agriculture biologique (figure 4). Ils tentent ainsi de construire des formes alternatives d'exercice du métier d'agriculteur qui, si elles correspondent aux attentes d'une certaine frange de la société (populations urbaines ou aisées), restent mal acceptées dans le monde agricole en raison de leur connotation idéologique et politique (Dégrange, 2001 ; Bruneau, 2006).

4.2. Des pratiques agricoles aux positions idéologiques

Si l'enquête a été réalisée avant la récente crise du secteur laitier consécutive à la baisse brutale des prix d'achat du lait par les industriels, cette typologie permet de mieux comprendre le mouvement actuel de contestation des éleveurs. Sur la question des quotas, qui est au centre de ce mouvement, elle renvoie aux positions tenues par les principaux syndicats d'exploitants agricoles, aux luttes de pouvoir internes au monde agricole, et aux inégalités sociales entre éleveurs face à cette crise.

D'un côté, les positions de la Coordination Rurale (CR) et l'Association Nationale des Producteurs de Lait Indépendants (ANPLI) reflètent en France plutôt celles tenues par les exploitants du type 2. Pour eux la baisse des prix du lait est inacceptable et tous les moyens doivent être employés pour obtenir une revalorisation des prix, y compris la grève du lait. Se côtoient dans ce type les exploitants les plus âgés mais surtout ceux dont l'équilibre financier est le plus précaire, dont les logiques d'actions collectives sont les plus contestataires. Leurs discours laissent souvent paraître un grand désespoir et une grande démotivation :

« de toute façon, je m'en fous... Si ça continue comme ça, il restera plus que les gros... Ils sont bien contents de voir comment ça se passe aujourd'hui... [silence]... Parce que eux de toute façon, ils peuvent faire face à tout ça, et puis, ils peuvent investir... Nous, on peut rien faire, on peut pas

s'agrandir... [silence]... On peut juste fermer not' gueule... Mi je te le dis... Parfois, je pense qu'un jour, je vais me pendre dans ma stabule... » (Michel M., Sud Manche, mars 2009).

Cette déclaration révèle bien toute la détresse et l'amertume manifestées par les agriculteurs à la tête des plus petites fermes. Pour ces derniers qui cumulent le plus de difficultés économiques (accès au foncier, sur-endettement, problèmes sanitaires récurrents sur le cheptel) mais aussi parfois sociales (célibat, isolement, etc.), l'absence de perspectives conduit, dans cette profession plus que dans d'autres, à de sombres issues⁶ (Purseigle, 2006).

Les soutiens de la Confédération Paysanne sont quant à eux plutôt à chercher dans le type 3 dans lequel les éleveurs se disent attachés au système de quota et entendent se défendre contre la libéralisation des marchés agricoles et les pressions des IAA sur les prix. De plus, même s'ils sont souvent contre la « grève du lait », ils se déclarent solidaires de leurs collègues sympathisants de la Coordination Rurale ou de l'ANPLI et participent le plus souvent avec eux aux actions de blocage des laiteries ou des grandes surfaces.

À l'opposé de ce discours (type 1), on identifie sans surprise des agriculteurs pour qui le « discours de vérité⁷ » de la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricole (FNSEA) est pertinent. Dans celui-ci figure en bonne place l'idée que la libéralisation du secteur est inéluctable et demeure la seule voie « réaliste » pour l'avenir. Ainsi, un agriculteur rencontré durant l'hiver 2009 nous confiait :

« ils disent que le lait va peut-être baisser, moi, je dis que c'est sûr, après l'affaire qu'il y a eu cet été en Bretagne [conflit Entre-Monts], moi, je pense qu'on en a pas fini avec la baisse des prix du lait... Parce que là, on a réussi à freiner le mouvement, mais on gagnera pas à tous les coups... D'un autre, côté... [silence gêné puis hésitation]... bein, c'est sûr que économiquement, y a pas mal de fermes qui tiennent pas trop la route, de toute façon, elles supporteront pas toutes une baisse du prix... Faudra bien un jour que y en ait qui comprennent que la PAC, elle est pas éternelle... C'est fini l'époque où on pouvait produire pour produire sans se soucier de l'équilibre économique de l'exploitation... Y a des gars, il faut qu'ils se rendent compte que c'est plus possible de faire comme ça aujourd'hui... ».

Comme cet éleveur, ils sont nombreux à rejeter « la grève du lait » qu'ils estiment, tout comme le syndicat majoritaire, « contre-productive » et inefficace car ils rejettent la responsabilité de cette crise sur les institutions européennes plutôt que sur les industries agro-alimentaires (IAA). Dans leur discours, transparaît également souvent l'idée que les exploitations qui vont disparaître avec cette crise pourront être reprises pour l'agrandissement des plus dynamiques, sans bien sûr, s'en féliciter ouvertement (Lémery, 2003).

4.3. Une profession face à son avenir

Au total, l'enquête concernant l'avenir de l'agriculture européenne conduite dans trois espaces d'élevage laitier de l'Europe Atlantique permet d'identifier deux voies distinctes.

D'une part, une voie ouverte vers la libéralisation des marchés agricoles qui risque d'engendrer une diminution progressive des prix du lait sous l'effet de la concurrence d'autres pays producteurs, notamment la Nouvelle-Zélande. Sans être ouvertement favorable à cette perspective, une partie des éleveurs normands qui occupent une position socialement dominante à l'échelle locale – ou qui pensent pouvoir le devenir –, adoptent le plus souvent une position de résignation. Ces derniers considèrent la disparition des exploitations les moins performantes dans « l'ordre des

⁶ D'après une étude de l'Institut de Veille sanitaire et sociale, le taux de suicide chez les agriculteurs français est entre 60 et 80 % plus élevé que la moyenne des autres catégories socio professionnelles (avril 2010).

⁷ Extrait d'une lettre ouverte aux producteurs laitiers, en date du 10 septembre 2009, co-signée par la FNSEA, les Jeunes Agriculteurs (CNJA), et la Fédération Nationale des Producteurs Laitier (FNPL)

choses », et accèdent à une forme de pensée « darwiniste » faisant appel à l'idée de « sélection naturelle » (Dégrange, 2001). Pour eux, l'agrandissement est une solution à l'accroissement de la dimension économique de leur exploitation qui se heurte cependant à une pression sur les coûts de production préjudiciable à la bonne santé financière de leur structure. Dans ce cadre, les producteurs laitiers normands ou galiciens seraient alors confrontés à la nécessité d'abandonner leurs pratiques productives les plus coûteuses comme la culture du maïs ou des céréales. Les anglais, déjà largement engagés dans la voie du libéralisme agricole (Bryer, 2006) possèdent des exploitations dont l'organisation s'inspire, sous bien des aspects, des systèmes dits « économes » : pratique systématique du pâturage dès que les conditions le permettent, peu de maïs (même s'il est en progression constante), faible investissement en matériel, consommation relativement faible d'intrants, etc. En quête de baisse des coûts de production du lait et d'économies d'échelles pour maintenir leur revenu, les éleveurs poursuivent la voie tracée mais au regard des manœuvres opérées par les industries du secteur, les limites du modèle se dessinent. Dans l'esprit des exploitants normands et galiciens, le modèle professionnel de référence reste celui d'un modèle productiviste dans lequel de nombreux symboles apparaissent en contradiction avec le développement d'une voie plus libérale : le suréquipement, la maîtrise technique et chimique des productions impliquant un recours massif aux engrais et aux produits phytosanitaires, la dévalorisation de l'herbe à travers l'imaginaire de la maîtrise de la nature (Prével, 2007).

D'autre part, on constate l'émergence, encore timide, d'initiatives et de comportements qui tendent à étayer l'hypothèse de la construction d'un nouveau modèle professionnel. Ces nouvelles voies qui apparaissent encore en marge du modèle dominant gagnent du terrain à l'image des nouvelles normes qui fleurissent çà et là. Comme le montre B. Lémery dans le Charolais (2003), les éleveurs qui participent au développement de ce modèle « alternatif » insistent sur la nécessité d'une refondation civique de leur métier. Pour eux, l'avenir du secteur laitier passe par un mode d'exercice « raisonnable » du métier d'éleveur. Pointant les incohérences du modèle productiviste, ils expriment aussi leur souhait de voir se retendre les liens avec les consommateurs et avec les autres usagers de l'espace rural. La perspective d'être rétribués pour leur rôle dans l'entretien de l'environnement ou des paysages ne les dérange pas réellement. Au contraire, ils manifestent leur volonté de répondre aux demandes sociales d'activités récréatives dans les espaces ruraux, de faire découvrir leurs pratiques en ouvrant les portes de leurs fermes et de communiquer à des consommateurs vis-à-vis desquels ils se sentent responsables, sur des techniques de production en rupture avec le modèle encore dominant.

Contrairement au secteur maraîcher où le développement de systèmes « alternatifs » comme les AMAP se répand très vite (proximité des villes, pas de transformation des produits, faible investissement matériel, etc.), le secteur laitier, fortement industrialisé, peine à trouver les leviers pour retendre les liens entre consommateurs et producteurs. Certaines industries agro-alimentaires jouent un rôle important dans ce processus. Dans le cas de la valorisation de la qualité des produits laitiers, de nombreux exemples témoignent aujourd'hui des réussites locales de certaines initiatives (Armesto-Lopez et Lois-Gonzalez, 2004 ; Frayssignes, 2004).

Conclusion

Dans le sillage des mutations observées depuis la fin des années 1980 et dans le contexte actuel de forte pression sur les prix du lait, de nombreuses interrogations portent sur l'avenir des exploitations d'élevage bovin laitier dans l'Union européenne. À partir d'une recherche menée dans trois zones laitières de l'Ouest européen, nous avons identifié des comportements individuels qui suivent trois positions extrêmement tranchées : entre les tenants d'une libéralisation des marchés agricoles et ceux qui prônent un statu quo du système actuel, s'immiscent des éleveurs

hostiles à la dérégulation, favorables à une agriculture plus proches des consommateurs et gestionnaire des espaces ruraux. Schématiquement, les modèles identifiés renvoient à des positions idéologiques tranchées, portées par les organisations en place mais la réalité du terrain révèle des situations plus complexes que l'analyse des situations locales permet d'approcher.

Le travail de terrain offre à ce titre quelques pistes de réflexion sur l'évolution des modèles en présence. Par bien des aspects, les réalités des trois zones d'étude illustrent trois stades de l'évolution de leur système agricole :

En Angleterre, nous avons été en présence d'agriculteurs animés d'une vision entrepreneuriale de leur métier à la tête de grandes structures assez intensives. C'est le résultat du développement d'une agriculture capitaliste et industrielle, de la libéralisation des marchés agricoles et d'une tendance constante : la baisse des coûts de production.

En Basse-Normandie, une situation plus variée a retenu notre attention. Les éleveurs se divisent entre ceux qui tendent vers le modèle anglais (surtout dans le Bocage Virois), les adeptes d'un modèle « alternatif » en construction (Pays d'Auge) et ceux du Sud Manche, marqués par le modèle productiviste des années 1980, qui restent très attachés au soutien public à l'activité agricole.

Enfin en Galice, nombreux sont ceux qui restent séduits par le modèle agricole productiviste même s'ils en perçoivent bien les terribles conséquences économiques, sociales et environnementales. Comme dans certaines zones de Normandie (Sud Manche), tout concorde ici pour témoigner des illusions que nourrissent encore, en façade parfois, les producteurs laitiers galiciens à l'égard d'un modèle agricole intensif. Les craintes de la concurrence avec les producteurs d'autres pays-membres et la dérégulation du marché du lait expliquent un fort attachement à une intervention publique massive.

Bibliographie

Bermond M., 2004, *Produire et se reproduire dans la crise. Agriculture, Familles, exploitations en Normandie au début du XXI^e siècle. Essai de géographie sociale*, Thèse de Géographie sous la direction de R. Héryn, Université de Caen, 462 p.

Bruneau I., 2008, « Représenter les paysans à partir d'une position marginale. Les militants de la Confédération paysanne et leurs appartenances subjectives au monde agricole », in Antoine A. et Mischi J. (dir.), *Sociabilité et politique en milieu rural*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, pp. 445-456.

Cohidon C., Geoffroy-Perez B., Fouquet A., Le Naour C., Goldberg M., Imbernon E., 2010, *Suicide et activité professionnelle en France : premières exploitations de données disponibles*, Institut de veille sanitaire, Saint-Maurice, 8 p. [Disponible sur : www.invs.sante.fr]

Coulomb P., Delorme H., Hervieu B., Jollivet M., Lacombe P., 1990, *Les agriculteurs et la politique*, Presse de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, 594 p.

Dégrange B., 2001, *La mise à l'épreuve d'une profession. Le travail de redéfinition du métier d'éleveur charolais*, Thèse de sociologie, Université de Lyon 2, 348 p.

Devrin C., 1990, *Comment interpréter les résultats d'une analyse factorielle des correspondances ?*, Stat-ICTF, ICTF, Paris, 75 p.

Dupont Y., 1996, « La passion du déracinement et de l'innovation ou la science et la technique comme idéologie », *Enquêtes Rurales*, n° 1, pp. 83-101.

Gorton M., Douarin E., Davidova S., Latruffe L., 2008, « Attitudes to agricultural policy and farming futures in the context of the 2003 CAP reform: A comparison of farmers in selected established and new Member States », *Journal of Rural Studies*, n° 24, pp. 322-336.

Lacombe P. (dir.), 2002, *L'agriculture à la recherche de ses futurs*, éd. de l'Aube, La Tour d'Aigues, 184 p.

Lagarde V., 2004, « Influence du profil entrepreneurial dans l'adaptation aux mutations du secteur agricole. Analyse d'évolution d'un échantillon d'exploitations diversifiées sur une trajectoire de 20 ans (1981-2003) », in colloque SFER « *Les systèmes de production agricole : performances, évolutions et perspectives* », Lille, 13 p. [en ligne]

Lémery B., 2003, « Les agriculteurs dans la fabrique d'une nouvelle agriculture », *Sociologie du travail*, n°45, pp. 9-25.

Marie M., Bermond M., Le Gouée P., Delahaye D., 2008, « Intérêts et limites des statistiques agricoles pour l'étude des structures spatiales produites par l'agriculture en Basse-Normandie », *Norois*, n°207, pp. 21-33.

Pernet F., 1990, « Exploitation agricole ou exploitation rurale ? », in Coulomb P., Delorme H., Hervieu B., Jollivet M., Lacombe P., *Les agriculteurs et la politique*, Presse de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, pp. 301-309.

Prével M., 2005, *L'usine à la campagne. Socio-anthropologie du productivisme agricole*, Thèse de sociologie, Université de Caen Basse-Normandie, 418 p.

Rémy J., 2006, « Une illusion bien fondée ? Le groupe des agriculteurs », in *Les Mondes Agricoles en politique*, séminaire de recherche interdisciplinaire, CEVIPOF-INRA-CIHEAM, séance du 16 octobre, 20 p.

Ripoll F., 2008, *De la vente directe à la solidarité ? Les collectifs de consommateurs et producteurs agricoles en Basse-Normandie*, Rapport final au Crecet, contrat « Nouvelles sociétés rurales et rapport au territoire. Quelle forme de lien social ? », 274 p.

Rivière J., 2008, « Le vote pavillonnaire existe-t-il ? Comportements électoraux et positions sociales locales dans une commune rurale en cours de périurbanisation », *Politix*, n° 83, pp. 23-48.

Silvasti T., 2003, « The cultural model of "the good farmer" and the environmental question in Finland », *Agriculture and Human Values*, n° 20, pp. 143-150.

Van Dam D., 2004 « Les agriculteurs biologiques : la réappropriation de l'identité de fermier », in Colloque « *Faire campagne* », Université de Rennes 2, Rennes, 15 p. [en ligne].